

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

MONTMAGNY (P.Q.)—DÉSIGNATION DE LA RÉGION COMME «ZONE SPÉCIALE»

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale.

Est-ce que de nouvelles régions de la province de Québec seront désignées comme «zones spéciales» d'ici quelques mois? Dans l'affirmative, est-ce que la ville de Montmagny et sa banlieue figureront parmi ces nouvelles zones spéciales?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, tout le monde sait que les «zones spéciales» actuelles ont été désignées pour jusqu'à juin 1972. Présentement, nous sommes en négociations avec la province, et il est vraiment trop tôt pour que je puisse indiquer à la Chambre quelles régions seront désignées.

LA SUBVENTION À LA «WHOLESALE HOMES LIMITED»

[Traduction]

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Étant donné que des lettres de renvoi ont été remises à tous les employés de l'usine de Wholesale Homes Limited à Blind River, Ontario, société en faveur de laquelle on avait autorisé une subvention de développement régional de quelque \$50,000, le ministre peut-il nous dire si une partie de ce montant a déjà été versée à la compagnie?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Non, monsieur l'Orateur, rien n'a encore été versé. Si les faits tels qu'on me les a rapportés sont exacts, je suis certain que rien ne sera versé dans ces circonstances. J'espère que le chef de l'opposition m'apportera son aide, car dans cette affaire un ancien candidat conservateur est en cause. Nous pourrions peut-être arranger un peu les choses.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, le ministre sait parfaitement bien qu'il peut compter sur ma collaboration lorsque l'intérêt du pays est en jeu.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES MESURES ÉCONOMIQUES AMÉRICAINES—LA QUESTION D'UN ENTRETIEN TRUDEAU-NIXON

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire qui se rattache à celles qui ont été posées un peu plus tôt au premier ministre. Vu la mesure de succès remportée par ce dernier lorsqu'il a persuadé de la gravité de la surtaxe certains membres du Congrès et certains sénateurs au Canada, ne pense-t-il pas qu'il pourrait employer la même éloquence et la même logique auprès de celui qui en est le

responsable, le président des États-Unis, par des entretiens directs avec ce dernier en vue de l'assagir?

• (2.50 p.m.)

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Bien entendu, je ne veux pas dire à la Chambre que c'est à la suite de mes instances que des membres du Congrès ont déclaré parfaitement comprendre la position canadienne. Ceci fut le résultat de déclarations du député de Calgary-Sud et de celles d'autres membres du parti libéral au cours d'entretiens avec leurs homologues américains.

Des voix: Bravo!

M. Nowlan: Tout en rendant grâce à ces messieurs, le premier ministre ne pourrait-il renforcer leur logique et leur éloquence par des instances directes auprès du Président afin que celui-ci ait conscience des conséquences graves de la surtaxe et surtout du programme DISC sur les industries manufacturières et l'agriculture canadiennes? Ou bien attendra-t-il qu'il vienne voir les tulipes d'Ottawa le printemps prochain?

M. l'Orateur: Le député d'Egmont veut poser une question supplémentaire.

M. MacDonald (Egmont): Je laisse la priorité à mon honorable ami afin de permettre au premier ministre de répondre.

Le très hon. M. Trudeau: J'allais seulement remercier l'opposition de la grande confiance dont elle fait preuve à mon égard dans cette affaire et de ce vote de confiance qu'elle m'accorde.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le temps va bientôt nous manquer. Je vais céder la parole au député d'Egmont à qui je l'avais accordée il y a un instant et peut-être pourrions-nous passer ensuite au prochain sujet.

LES MESURES ÉCONOMIQUES AMÉRICAINES— L'ATTITUDE DES É.-U. À L'ÉGARD DU CANADA— L'ANNONCE DE NOUVELLES POLITIQUES

M. David MacDonald (Egmont): J'aimerais renouveler une question que j'ai déjà posée au premier ministre. Estime-t-il que Washington est pleinement conscient ou se soucie des conséquences qu'a sa politique économique actuelle sur le Canada et, si rien ne laisse entendre que Washington a compris notre situation, peut-il nous indiquer la date à laquelle il nous annoncera des politiques et un programme précis visant à contrer cette sérieuse menace économique?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je peux seulement dire aux députés que si de telles politiques allaient être annoncées, elles seraient très importantes et seraient communiquées à la Chambre de la façon habituelle.

M. MacDonald: Une dernière question supplémentaire...

M. l'Orateur: Je vais donner la parole du député pour qu'il pose une dernière question supplémentaire à ce sujet, mais nous devons fournir aussi aux autres députés l'occasion de poser des questions.